

DISCOURS DE M. Pierre MAUROY

à l'ouverture du colloque FRANCE PLUS
Paris le 26 mai 1987

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je vous remercie de m'avoir invité à ouvrir ces deux journées de réflexion.

Quel avenir pour la deuxième génération ? A cette interrogation que vous adressez ce matin aux responsables politiques, je réponds d'emblée : votre avenir c'est l'intégration sociale, professionnelle, civique dans la nation française, cette intégration à laquelle peut et doit aspirer tout citoyen français.

Faut-il le répéter à l'usage de ceux qui veulent entretenir le doute au risque de diviser la France et d'affaiblir sa capacité à aborder le prochain millénaire : vous êtes Français; et, parce que vous êtes jeunes votre avenir sera celui de la France que vous contribuerez à construire.

Il n'est qu'à regarder cette salle pour comprendre que cette deuxième génération dont vous vous revendiquez, ce ne sont pas seulement des jeunes en difficulté - ils sont hélas nombreux - mais déjà des universitaires, des médecins, des journalistes, des chefs d'entreprises et qu'il a parmi vous de futurs Maires, de futurs Députés, de futurs Ministres de la République.

"Deuxième génération" : je ne doute pas que c'est par sens de la communication que vous avez adopté cette expression qui est en effet devenue depuis quelques années un terme générique retenu par les médias pour désigner les enfants nés en France - ou arrivés dans leur petite enfance - de parents venus ici pour des raisons d'ordre politique ou économique. L'expression pourtant est contestée autant que contestable.

Vous n'êtes pas la seconde génération de l'immigration puisque vous n'avez pas immigré. C'est en France, dans nos villes et dans nos banlieues que vous êtes nés. C'est là que vous avez grandi, là que vos souvenirs s'enracinent, là que vous avez rêvé de votre avenir, sans doute attiré par la lettre de vos parents mais persuadés aussi - pour la plupart d'entre vous - que votre destin : il est là, en France.

On a parfois préféré à "seconde génération", "génération zero" pour signifier que vous aviez ici tout à construire et à construire dans le déchirement, divisé que vous seriez entre deux pays, entre deux

cultures. Je ne retiendrais pas davantage cette expression et plutôt que de déchirement je veux parler de la richesse dont vous êtes porteurs, une richesse que la France, c'est vrai, n'a pas su valoriser, ni apprécier suffisamment. La semaine dernière à la Sorbonne, le Président de la République rappelait avec force la génèse de la culture française et ce qu'elle doit aux autres cultures. Parlant des apports successifs de populations qui font de la France ce qu'elle est, il disait combien "chaque fois ils ont représenté pour elle un acquis, un profit, quelque chose de plus et non pas quelque chose de moins".

Oui, le patrimoine culturel dont vous êtes porteurs parce que vos parents vous l'ont transmis constitue un plus pour vous et pour la France. Et plus qu'une deuxième génération ou une génération zéro, vous êtes une première génération de Français, porteuse, en raison même de son histoire et de la nécessité qu'elle a, à tout prouver, à tout conquérir, d'un dynamisme particulier.

Qui êtes-vous, en effet, sinon pour l'immense majorité, des enfants de prolétaires et souvent des plus prolétaires parmi les prolétaires ? Confrontés à la pauvreté souvent, à l'extraordinaire défi qui consiste à s'affirmer quand on part du plus bas de l'échelle sociale, vous avez aussi à vaincre les discriminations dont vous êtes victimes ne serait-ce que parce que votre nom vous désigne comme venus d'ailleurs et sinon vous, vos parents.

Au-delà de vos extraordinaires diversités et d'histoires si différentes, c'est cela qui vous rassemble : comme d'autres jeunes français l'univers de votre enfance et de votre adolescence est celui des H.L.M construites souvent trop vite pour loger et non pour vivre, des fins de mois difficiles, de la peur du chômage et trop souvent de sa réalité. En outre, dans une France inquiète de son devenir, vous êtes trop souvent confrontés à la xénophobie et au racisme.

Lorsque j'ai prononcé le mot intégration, je l'ai fait volontairement. Sans doute vous rappelez-vous qu'entre 1981 et 1986 mon gouvernement puis celui de mon successeur l'on rarement utilisé, lui préférant celui d'insertion. Il en va ainsi de l'histoire, de cette histoire que nous construisons ensemble. Elle procède par étapes et il lui faut du temps. Le problème auquel nous étions confrontés en 1981 était encore celui de l'immigration. Dès le mois de Juillet, c'est-à-dire au lendemain de l'installation de mon gouvernement, nous nous sommes attachés à régler avec réalisme et humanité la situation dont nous héritions.

La crise imposait le maintien, voire le renforcement de la fermeture des frontières. Il fallait en même temps régler le sort des clandestins par la régularisation. Le vote d'une série de lois redéfinissait ensuite les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, aggravait les sanctions à l'égard des employeurs de travailleurs clandestins, établissait l'égalité des droits en matière d'association entre français et étrangers. Faut-il

rappeler aussi que c'est dans un climat moins serein que fut votée, en pleine campagne d'élections européennes, la loi sur la carte de 10 ans? On parle alors de politique d'insertion des étrangers, conscients qu'il fallait aider au retour de ceux qui le souhaitaient, la plupart resteraient. Le terme d'insertion avait un caractère squelettique : préféré à celui d'intégration, il laissait en quelque sorte la porte ouverte vers d'autres choix et notamment celui du retour.

En même temps se mettaient en place d'autres politiques qui, elles, vous concernaient directement et qui sont des politiques d'intégration. La mise en place de la Commission DUBEDOUT se traduisait immédiatement par une série d'actions de réhabilitation des quartiers défavorisés, celle des zones d'éducation prioritaire : le travail accompli par la Commission des Maires présidée par Gilbert BONNEMaison ou par les missions locales d'insertion sociale et professionnelle nées du rapport SCHWARTZ : toutes ces politiques qui concernaient l'habitat social, l'école, l'insécurité, la formation des jeunes, vous en étiez partie prenante. Et c'est, à travers elles, votre intégration qui était en jeu.

Ces politiques sont aujourd'hui mises à mal. Aux plus défavorisés, le gouvernement préfère les grandes fortunes. Et si parfois vous avez, entre 1981 et 1986, trouvé que "ça n'allait pas assez vite et pas assez loin" vous mesurez hélas mieux aujourd'hui l'ampleur de l'action que nous avions engagée.

Les tergiversations de la majorité face au Front National sont graves sur le plan moral. Elles ont d'ores et déjà des traductions tragiques : depuis un an à la lutte contre les inégalités a succédé la hâte à revenir en arrière. Cette politique réactionnaire vous atteint : elle menace les parents et les jeunes frères et soeurs, ceux qui ont conservé une autre nationalité, elle ralenti, en le rendant plus difficile, le travail d'intégration qui est en cours.

De l'intégration j'aurais voulu parler sous tous ses aspects. Parce que je n'aurai pas le temps et parce que je sais le rôle que vous jouez dans l'inscription des jeunes sur les listes électorales, je ne parlerai que de l'intégration dans la vie de la cité. L'expression, l'instrument de la démocratie, c'est le vote, c'est le suffrage universel. Inscrivez-vous sur les listes électorales et votez. Allez au-delà : engagez-vous. Militer dans un parti, être soi-même candidat, c'est maîtriser un peu plus son avenir. Je parle au moins pour le parti que je connais : c'est une école de démocratie.

*
* * *

En vous parlant, je pensais bien sûr à toute votre génération, quelle que soit l'origine nationale des parents de l'un ou de l'autre : portugaise, espagnole, sénégalaise, turque ou maghrébine... Votre association est née de l'initiative de jeunes dont les

parents sont nés dans ce Maghreb avec lequel la France entretient tant de liens. C'est donc à vous, spécifiquement, que je m'adresserai pour conclure.

Issus d'une même zone géographique, vos histoires sont diverses et même vos origines. Que vous soyez arabes ou kabyles, enfants d'algériens ou enfants de harkis, vous faites aujourd'hui partie de la France; Face aux démons qui la menaçdent, ne cultivent pas vos divergences, héritées du passé. Enrichissez-vous et enrichissez nous de vos différences.

En décembre 1983, Toumine, jeune français, fils de harkis, arrivait à Paris à la tête de 100.000 manifestants. Il avait, des Minguettes à la Bastille, ébranlé les consciences, au nom de l'égalité. En décembre 1986, 100.000 jeunes, peut-être plus, défilaient silencieusement de Denfger-Rochereau à la République. Malik, jeune français, fils d'algériens, devenait pour toute une génération de Français le symbole du "plus jamais ça", la mémoire de toute la jeunesse de notre pays.

Vous êtes une force intégrante de la jeunesse de l'avenir de ce pays, déjà inscrits dans l'histoire pour la conquête, toujours à parachever, de la liberté et de l'égalité.

Nous souhaitons, nous socialistes, que votre avenir, celui de la seconde génération, soit aussi celui de la fraternité et de la solidarité. Nous travaillons dans ce sens avec foi et détermination. Vous devez nous aider, pour vous d'abord, pour nous aussi et surtout pour la France où nous vivons ensemble.

Platin

27 Nov 87

A l'occasion d'un colloque sur la « deuxième génération »

Difficile cohabitation autour des beurs

« Quel avenir pour la deuxième génération ? » C'est le thème du colloque européen organisé jusqu'à ce soir par l'association France Plus. La majorité et le Parlement socialiste étaient représentés à la tribune hier pour la séance d'ouverture, mais le consensus sur les problèmes de l'immigration auxquels certains rêvent n'a pu être réalisé.

Deux socialistes, Pierre Mauroy et Georgina Dufoix, le CDS François Bayrou et Michel Hannoun au nom du RPR étaient bien assis côté à côté hier, pour l'ouverture du colloque « Quel avenir pour la deuxième génération ? ». Mais leurs points de vue ne se sont pas croisés. Quelques heures plus tôt, le maire de Lille venait, il est vrai, de répliquer vertement aux déclarations faites la veille par Jacques Chirac. Les socialistes, avait affirmé le premier ministre, « s'appuient vertueusement sur ce qu'ils disent en matière de droits de l'homme alors qu'ils n'ont pas hésité à s'allier, pour prendre le pouvoir, avec les communistes qui ne sont pas des parangons de vertu ».

Après Lionel Jospin, dimanche dernier sur Europe 1, le maire de Lille, qui était l'invité de France-Inter, a jugé « affligeant qu'un premier ministre puisse faire l'amalgame entre le parti communiste et le Front national, sachant ce que les communistes ont apporté à la cause du monde dans une période où nous aurions pu connaître un certain ordre moral et une certaine peste brune ». Selon Pierre Mauroy, Jacques Chirac veut « soutirer les voix de Le Pen. Il se trompe car, de plus en plus, l'électorat de Le Pen est un électoral de refus, un électoral marginal (...) il gagnerait davantage à contrer les idées de Le Pen plutôt que d'avoir cette politique élastique qui est actuellement la sienne ».

A la tribune du colloque de l'association France Plus, l'ancien premier ministre socialiste a développé le même thème en se tournant vers Michel Han-



Si deux socialistes, Pierre Mauroy et Georgina Dufoix (au centre), le RPR Michel Hannoun (à gauche) et le CDS François Bayrou étaient bien assis côté à côté à l'ouverture du colloque : « Quel avenir pour la deuxième génération ? », aucun consensus n'a été trouvé sur les problèmes d'immigration (Photo André Grassart)

noun, dont les prises de position sans équivoque à l'égard du parti de Jean-Marie Le Pen sont connues au sein du RPR. Le député de l'Isère venait de plaider en faveur de l'intégration des immigrés dits « de la deuxième génération » après avoir précisé qu'il « remplaçait » Philippe Séguin et qu'il ne le « représentait pas ». Retenu à l'Assemblée nationale par le débat sur la motion de censure, le ministre des Affaires sociales s'était fait excuser sans toutefois adresser un message aux participants.

Albin Chalandon, au contraire, avait fait parvenir à la tribune un texte intitulé sans équivoque « Accueil et Consentement ». Reprenant à son compte la notion de « droit du sol » qui fonde en France le droit de la nationalité, il n'en proclame pas moins que notre

droit est également « fondé sur la notion de consentement à l'intégration ». Le garde des Sceaux voit la marque de cette notion « dans la faculté qui est laissée au mineur de refuser la nationalité française ou de pouvoir faire connaître son accord anticipé » ou « dans tous les processus permettant de devenir français par déclaration volontaire ».

« Absurde », devait répondre Pierre Mauroy : « Tous les enfants, quelle que soit l'origine de leur famille, fréquentent en France la même école où on leur parle de leurs ancêtres les Gaulois. Et vous voudriez qu'au moment de l'adolescence on vienne leur dire : "Etes-vous vraiment certain de vouloir être Français ?" Ne ramenez pas le code de nationalité, prenez les mesures indispensables qu'attendent les immigrés et on

pourra commencer à parler d'autre chose. Je ne souhaite pas que le débat politique en France se fixe sur ces problèmes. Mais Le Pen est là, il est le produit de la crise et du chômage. Et qu'on ne nous dise plus que l'introduction de la proportionnelle est la cause de la place prise par le Front national : ce n'est pas parce qu'on casse le thermomètre que la maladie n'existe plus. »

François Mitterrand et Michel Rocard avaient spécialement envoyé des messages au colloque. « La France s'est bâtie grâce aux apports successifs de minorités venues de tous horizons », écrit le président de la République. « Elle a le devoir moral de réussir l'insertion des enfants de ceux qui sont venus pour répondre aux besoins de l'économie française. La diversité des talents a toujours été

source de richesses. La France qui gagne c'est aussi celle des jeunes issus de l'immigration », conclut le chef de l'Etat.

Pour Michel Rocard, l'avenir pour les deuxième et troisième générations « sera en France ». « Socialement, il doit être marqué par l'égalité des droits, aujourd'hui presque acquise, mais aussi par l'égalité des chances pour laquelle bien des choses restent à accomplir (...) Politiquement, enfin, je crois qu'il ne saurait y avoir d'intégration sans participation (...) Tout ce qui pourrait rendre demain plus difficile l'accès à notre nationalité serait une faute contre l'esprit, un crime contre la raison. »

Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, doit en principe prendre la parole ce soir à la clôture du colloque.

RENE LEMAIRE